

## La Révolution allemande et la bureaucratie stalinienne

I

### La social-démocratie

Le *Front de Fer* est, dans sa base, un bloc des syndicats social-démocrates puissants et des groupes « républicains » bourgeois impuissants qui ont perdu tout appui dans le peuple et toute confiance en eux-mêmes. Si les cadavres ne sont pas bons pour la lutte, ils sont assez bons pour empêcher les vivants de lutter. Les alliés bourgeois servent les chefs social-démocrates pour brider les organisations ouvrières. Lutter, lutter... ce ne sont que des paroles. A la fin des fins, tout se passera sans combat, si le bon Dieu nous aide. Est-il possible que les fascistes se décident pour de bon à passer des paroles aux actes ? Nous, les social-démocrates, nous ne nous y sommes jamais décidés, et pourtant nous ne sommes pas pires que tout le monde.

En cas d'un réel danger, la social-démocratie place ses espoirs non pas dans le « front de fer », mais dans la police prussienne. Calcul trompeur ! Le fait que les agents de police furent recrutés pour une grande part parmi les ouvriers social-démocrates ne veut absolument rien dire. Ici aussi l'existence détermine la conscience. L'ouvrier qui devient policier au service de l'Etat capitaliste est un policier bourgeois et non ouvrier. Pendant ces dernières années, ces policiers ont eu beaucoup plus à lutter contre les ouvriers révolutionnaires que contre les étudiants national-socialistes. Une telle école n'est pas sans laisser de traces. Mais le plus important, c'est que chaque policier sait que les gouvernements changent, mais que la police reste.

Dans l'article de nouvel an de l'organe de discussion de la social-démocratie *Das freie Wort* (quel piteux canard !) on explique le sens profond de la politique de « tolérance ». Il paraît que, contre la police et la Reichswehr, Hitler ne pourra jamais arriver au pouvoir. Or, la Reichswehr est, selon la Constitution subordonnée au président de la République. Par conséquent, jusqu'au moment où, à la tête de l'Etat, se trouvera un président fidèle à la Constitution, le fascisme n'est pas dangereux. Il faut soutenir le gouvernement Brüning jusqu'aux élections présidentielles pour faire élire

par l'alliance avec la bourgeoisie parlementaire, un président constitutionnel et ainsi fermer à Hitler encore pour sept ans la voie du pouvoir. Nous exposons très exactement le contenu de l'article (1). Un parti de masses qui entraîne derrière lui des millions d'hommes (vers le socialisme !) croit que la question de savoir quelle classe sera au pouvoir dans l'Allemagne actuelle profondément ébranlée dépend ni de la force combattive du prolétariat allemand, ni des colonnes d'assaut du fascisme ni même de la composition de la Reichswehr, mais de la pureté de l'esprit de la Constitution de Weimar (avec une quantité nécessaire de camphre et de naphthaline) qui sera installé dans le palais présidentiel. Et qu'arrivera-t-il si l'esprit de Weimar trouve dans une situation donnée, comme Bettmann-Hollweg, que « nécessité ne connaît pas de lois » ? Et qu'arrivera-t-il si la matière périssable qui enveloppe l'esprit de Weimar tombe en poussière, malgré la naphthaline et le camphre, au moment le moins propice ? Et qu'arrivera-t-il... mais de telles questions, on peut en poser sans fin.

Les politiciens du réformisme, ces affairistes habiles, ces intrigants et arrivistes fieffés, ces combineurs parlementaires et ministériels expérimentés, aussitôt que la marche des choses les rejette de leur sphère habituelle et les place devant de grands événements, deviennent — il est difficile de trouver un qualificatif plus tendre — des imbéciles finis.

L'espoir qu'ils placent dans le président, c'est l'espoir de trouver le salut dans « l'Etat ». Devant le choc qui s'approche entre le prolétariat et la petite bourgeoisie fasciste — ces deux camps constituent ensemble la majorité écrasante de la nation allemande — les marxistes du *Vorwaerts* appellent au secours le veilleur de nuit. « Etat, intervient ! » (Staat,

(1) L'article est signé modestement d'initiales E. H. Elles doivent être gravées dans la mémoire des générations. Des générations ouvrières de différents pays n'ont pas travaillé en vain. Des grands penseurs et lutteurs révolutionnaires n'ont pas vécu sur notre terre sans laisser de traces. E. H. existe, veille et montre la voie au prolétariat allemand.

Des mauvaises langues affirment que E. H. s'apparente à E. Heilmann qui s'est distingué pendant la guerre par un chauvinisme particulièrement immonde. C'est incroyable : une tête aussi lucide ?...

greif zu !). Cela signifie : « Brüning, ne nous oblige pas à nous défendre au moyen des organisations ouvrières, parce que cela mettrait en éveil tout le prolétariat, et alors le mouvement passerait par-dessus les crânes chauves de la direction du parti : commencé comme anti-fasciste, le mouvement finirait comme communiste ».

A cela, Brüning, s'il n'avait préféré se taire, aurait répondu : « Arriver à bout du fascisme au moyen des forces policières, je ne le pourrais même si je le voulais ; mais je ne le veux pas, en aurais-je même la possibilité. Mettre en mouvement la Reichswehr contre le fascisme signifie scinder la Reichswehr, sinon la pousser entièrement contre soi ; mais l'essentiel, c'est que si l'on tourne l'appareil bureaucratique contre le fascisme, on libère les mains des ouvriers, on leur donne la pleine liberté d'action : les conséquences en seraient les mêmes que vous, social-démocrates, vous craignez et que j'ai, moi, des raisons de craindre doublement ».

Les appels de la social-démocratie produisent sur l'appareil d'Etat, sur les juges, sur la Reichswehr, sur la police, un effet contraire à celui qu'escomptent leurs auteurs. Le fonctionnaire le plus « loyal », le plus « neutre », le moins lié aux nationaux-socialistes réfléchit à peu près comme suit : « Derrière les social-démocrates se trouvent des millions d'hommes ; ils possèdent des moyens énormes : la presse, le Parlement, les municipalités ; il s'agit de leur propre peau ; dans la lutte contre les fascistes, l'appui des communistes leur est assuré ; et néanmoins, ces messieurs tout puissants s'adressent à moi, fonctionnaire, pour que je les sauve contre l'attaque d'un parti groupant des millions de membres dont les chefs peuvent devenir demain mes supérieurs : elles vont donc mal, les affaires de ces messieurs, les social-démocrates ; même très mal... Il est temps que je pense, moi fonctionnaire, à ma peau à moi ». En fin de compte, le fonctionnaire « loyal » et « neutre » qui, jusqu'à hier hésitait encore s'assurer doublement, c'est-à-dire qu'il nouera des liaisons avec des nationaux-socialistes pour assurer son lendemain. Ainsi, les réformistes qui se sont survécus travaillent, même sur la ligne bureaucratique, pour les fascistes.

Le parasite de la bourgeoisie, la social-démocratie, est voué à un piteux parasitisme idéologique. Tantôt elle s'empare d'une idée des économistes bourgeois, tantôt elle essaie de se servir de bribes du marxisme. Après avoir cité, d'après ma brochure, mes réflexions contre la participation du Parti communiste au referendum hitlérien, Hilferding conclut : « Il n'y a vraiment rien à ajouter à ces lignes pour expliquer la tactique de la social-démocratie envers le gouvernement Brüning ». Après lui s'élèvent Rimmé et Thalheimer en

disant : « Vous voyez, Hilferding s'appuie sur Trotsky ». Vient ensuite une feuille boulevardière fasciste : pour cette affaire, Trotsky a été payé par une promesse de visa. Et le journaliste stalinien télégraphie cette nouvelle de la feuille fasciste à Moscou. La rédaction des *Izvestia* où siège le malheureux Radek, publie ce télégramme. Cette chose mérite qu'on la signale et qu'on passe à côté.

Revenons aux questions qui sont plus sérieuses. Hitler peut se permettre le luxe de lutter contre Brüning uniquement grâce au fait que le régime bourgeois dans son ensemble s'appuie sur le dos de la moitié de la classe ouvrière dirigée par Hilferding et Cie. Si la social-démocratie n'avait pas mené une politique de trahison de classe, Hitler qui, dans ce cas, n'aurait jamais atteint sa force actuelle, se serait cramponné au gouvernement Brüning comme à une planche de salut. Si les communistes avaient renversé Brüning avec l'aide de la social-démocratie, ce serait un fait d'une importance politique énorme. Les conséquences de ce fait dépasseraient de toute façon les chefs de la social-démocratie. Hilferding tente de trouver une excuse de sa trahison dans notre critique, qui exige que les communistes comptent avec la trahison de Hilferding comme avec un fait.

Quoique Hilferding « n'ait rien à ajouter » aux paroles de Trotsky, il y ajoute tout de même quelque chose : le rapport des forces, dit-il, est tel que même en admettant l'action coordonnée des ouvriers social-démocrates et communistes, il ne serait pas possible « en forçant la lutte de renverser l'ennemi et de s'emparer du pouvoir ». Dans cette remarque jetée en passant, sans preuves à l'appui, se trouve le centre de gravité de la question. D'après Hilferding, dans l'Allemagne contemporaine où le prolétariat constitue la majorité de la population et la force productive décisive de la société, la lutte commune de la social-démocratie et du Parti communiste n'aurait pas pu remettre le pouvoir au prolétariat ! Alors quand le pouvoir pourra-t-il passer aux mains du prolétariat ? Jusqu'avant la guerre, il y avait une perspective de la croissance automatique du capitalisme et du prolétariat et de la même croissance de la social-démocratie. La guerre a interrompu ce processus, et aucune force au monde ne le rétablira plus. La putréfaction du capitalisme signifie que la question du pouvoir doit se résoudre sur la base des forces productives actuelles. En prolongeant l'agonie du régime capitaliste, la social-démocratie n'aboutit qu'à la décadence continue de la culture économique, au morcellement du prolétariat, à la gangrène sociale. Elle n'a plus aucune autre perspective devant elle : demain, ce sera pire qu'aujourd'hui ; après-demain — pire que demain. Mais les chefs de la social-démocratie n'osent plus scruter l'avenir. Ils possèdent tous